Les parents disent stop à l'apartheid scolaire

Classes surchargées, établissements ghetto, turnover et absence de professeurs... De Saint-Denis à Montpellier en passant par Paris, des parents qui croient toujours en l'école de la République se mobilisent depuis quelques mois pour lutter contre cette forme de ségrégation.

Par Fadwa Miadi

Sur les photos de classes de leurs enfants, Fathia, Sanaa, Fatima, Aicha et Safia voudraient qu'il y ait des petits blonds et des petits roux. Ces mamans habitent le Petit Bard, un quartier populaire de l'ouest de Montpellier qui compte près de 6 000 habitants, d'origine marocaine pour la plupart. Depuis des années, elles ont l'impression d'être cantonnées dans un apartheid social et ethnique. Et, en janvier dernier, une goutte d'eau a fait déborder le vase : les habitants de ce faubourg ont appris *"fortuitement"* que les enfants en classe de CM2 devront rejoindre le collège Las Cazes. Surnommé "le collège marocain", cet établissement compte 84 % de boursiers et a plutôt mauvaise réputation. Auparavant, les familles qui le souhaitaient pouvaient inscrire leurs enfants au collège Rabelais, où la mixité est un peu plus grande. Révoltées par cette mesure qu'elles vivent comme une exclusion, les mères décident de monter un collectif. Elles écrivent à la mairie, au rectorat, à la ministre de l'Education Najat Vallaud-Belkacem, accrochent des banderoles proclamant *"non au ghetto, oui à la mixité"*, organisent des marches citoyennes... en vain ! *"Nos courriers sont restés sans réponse"*, regrette Safia, mère au foyer. En mai, elles passent à la vitesse supérieure et bloquent les écoles du quartier. Pendant dix-sept jours, les classes restent fermées. Cette fois-ci, le rectorat réagit et consent à tenir une table ronde le 20 mai et à geler temporairement la carte scolaire. Les treize futurs collégiens qui ont effectué une demande de dérogation obtiennent une réponse favorable.

"Nous voulons l'application de la loi"

Ces petites victoires ne mettent pas un terme à la mobilisation de Fathia, Sanaa, Fatima, Aicha et Safia. *"Le gel de la carte scolaire ne va pas durer éternellement. Nous voulons l'application de la loi sur la mixité sociale afin de la garantir au collège pour tous les enfants du quartier"*, avance Fathia, qui travaille dans les ressources humaines. Croient-elles en la volonté des pouvoirs publics ? La réponse est cinglante : *"On se demande si les pouvoirs n'ont pas eux-mêmes institué cette absence de mixité. La loi existe et nous savons aujourd'hui que notre demande prend une dimension légale. Au début de notre mobilisation, nous voulions que les pouvoirs publics nous démontrent leur volonté d'agir et donc de combattre les inégalités. Aujourd'hui, volonté ou pas, nous voulons seulement nos droits avec l'application de la loi"*, tranche Sanaa, cadre dans une entreprise.

Le collectif fait référence à la récente circulaire n° 2014-181 du 7 janvier 2015 sur l'amélioration de la mixité sociale au sein des établissements publics qui, pour la première fois, intègre la notion de mixité dans le code de l'éducation. *"La volonté politique d'agir n'existe pas, du moins au niveau local. Pire encore, on refuse même l'application de la loi, ce qui est inadmissible. C'est malheureusement le reflet du traitement qui est fait aux quartiers populaires par les pouvoirs publics"*, déplore Aicha, comptable.

"Il faut une sectorisation avec le privé"

Le Petit Bard est loin d'être un cas isolé. Un peu partout, les initiatives de parents se multiplient. Dans le XVIII[e] arrondissement parisien, le collectif Apprendre ensemble a été créé en mars dernier par des parents soucieux de voir leurs enfants fréquenter des *"collèges plus mixtes, favorables à la bonne réussite des élèves où tous sont gagnants". "Au fil des années et des rencontres, nous avons réalisé à quel point l'évitement scolaire était massif dans notre arrondissement, et qu'une majorité des parents, de tous milieux, le font en contradiction avec leurs convictions, croyances, valeurs, et parfois au prix de sacrifices importants"*, déplore Jérôme Decuq, enseignant et président du collectif.

Des pouvoirs publics, il attend *"une action sur l'attractivité des établissements par une réaffectation de moyens matériels et humains, des dispositifs de bonification et l'instauration partout d'un même niveau d'exigence, tant sur le plan scolaire que comportemental"*. Cet enseignant estime par ailleurs qu'une *"action réfléchie et efficace sur la sectorisation, qui associerait les établissements privés, sans lesquels rien ne peut se faire à ce niveau, ainsi que la création de secteurs à plusieurs collèges serait une excellente piste"*. Croit-il en la volonté des politiques à promouvoir la mixité ? *"Le sujet est si sensible, les parents si anxieux quant à l'avenir de leurs enfants, qu'il est très délicat d'imposer des mesures sans en payer le prix électoralement,* admet-il. *Enfin, les politiques de tous bords ne sont certainement pas les derniers à pratiquer l'évitement scolaire !"*

En Seine-Saint-Denis, il y a le ministère des bonnets d'âne, créé en novembre 2014 sur un terrain vague par des parents, pour protester contre la situation de l'école à Saint-Denis. Des enseignants et des animateurs qui, d'une année à l'autre, ont vu les conditions de scolarisation se dégrader. *"Les enseignants absents ne sont pas remplacés. Les contractuels recrutés ne sont pas formés. Nous avons des problèmes de locaux. La bibliothèque d'une école a été convertie en classe..."*, égrène Sybille, maman de deux enfants. En septembre dernier, le jour de la rentrée, dans l'école située en face de la friche, des enfants erraient dans la cour. Ils n'étaient pas prévus... Ce jour-là, près de 20 classes de la ville de Saint-Denis étaient dépourvues d'enseignants, faute de nominations ! Et deux établissements n'avaient pas de directeur. Ce que veulent les bonnets d'âne ? "La même école pour tous".

"Peut-être que les changements doivent venir d'en bas"

Pour donner un écho médiatique à leur mobilisation, tous ces mouvements tiennent des blogs, sites internet et pages Facebook détaillant les raisons de leur colère, leurs requêtes et les réponses obtenues, ou pas. Unis par un même combat contre la ghettoïsation des écoles de la République, leurs membres partagent leurs expériences. Une dizaine d'entre eux ont prévu de se rencontrer en septembre pour envisager une action commune. *"Il faudra montrer qu'il existe une réelle volonté citoyenne de mixité, mais qu'elle doit se faire de façon à ce que personne n'y perde, et c'est là que les politiques locaux et nationaux doivent agir. Fédérer les acteurs est l'un des objectifs de notre collectif"*, avance Jérôme Decuq. *"Si les pouvoirs publics ne sont pas prêts à agir pour que la situation change dans toutes nos écoles, nous, nous ne pouvons pas rester sans rien faire. C'est l'avenir de milliers d'enfants de la République qui est en jeu ! Alors peut-être que les changements doivent venir d'en bas. En tout cas, on ne lâche rien !"*, préviennent les mamans du Petit Bard. ■

Fred Dufour/AFP